

# EMPLOI

---

## Perspectives dégradées

L'année 2014 s'est terminée sur un bilan décevant. Les statistiques du nombre d'inscrits à Pôle Emploi en décembre sont à l'image de celles enregistrées depuis un an. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est ainsi ressortie à 16 000 personnes en moyenne mensuelle, soit un total de près de 190 000 sur l'ensemble de l'année, plus que les 175 000 de 2013.

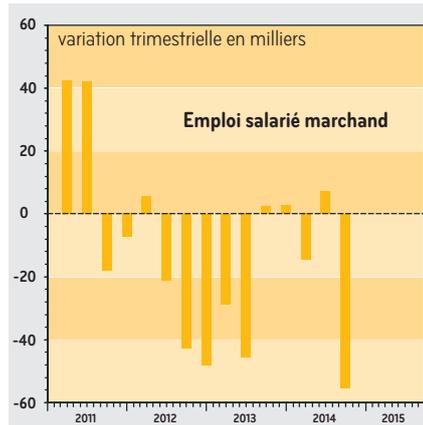
Aucune tranche d'âge n'est épargnée, le nombre de chômeurs atteignant de nouveaux sommets chez les jeunes, les seniors et les classes d'âge intermédiaires. L'éloignement du marché du travail est une autre source d'inquiétude : plus de 2 250 000 personnes sont inscrites sur les listes de Pôle emploi depuis un an ou plus. L'ancienneté moyenne d'inscription est désormais de 539 jours, en progression de 28 jours par rapport à fin 2013. Dans le même temps, les sorties liées à une reprise d'emploi sont au plus bas, témoignant du manque de visibilité des entreprises et de la faiblesse de leurs carnets de commandes.

Malgré le timide redémarrage attendu de la croissance cette année, le nombre de demandeurs d'emploi continuerait d'augmenter selon les dernières prévisions de l'Unédic. Les mesures de soutien (Cice, pacte de responsabilité, etc.) sont favorables mais leur effet à court terme sur l'emploi dans le contexte actuel fait parfois débat.

## 1. EMPLOI : BAISSÉ GÉNÉRALE

### EMPLOI SALARIÉ

#### Plus forte contraction depuis 2009

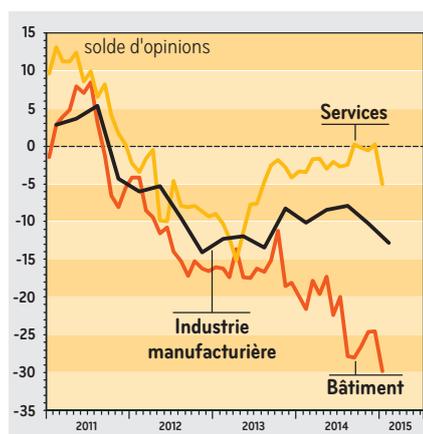


Source : Insee

Selon la deuxième estimation réalisée par l'Insee, l'**emploi salarié marchand** s'est replié de 0,4 % au troisième trimestre 2014. Avec 55 200 destructions de postes, c'est la plus forte contraction observée depuis le printemps 2009, en plein cœur de la crise. L'indicateur ressort désormais à 15 825 200, retrouvant un niveau à peine supérieur à celui enregistré dix ans plus tôt. Depuis le point haut de l'hiver 2008, plus de 610 000 emplois ont été supprimés.

La chute des effectifs **intérimaires** au troisième trimestre (- 4 %, soit - 21 800 postes), à 518 500, a pesé sur ce résultat. Le redressement hésitant entamé en 2013 est ainsi entièrement effacé. L'emploi dans le **tertiaire**, qui inclut l'intérim, a diminué de 0,3 %, à 11 318 500. En excluant le travail intérimaire, le secteur emploie 10 800 000 personnes (- 0,1 %), en baisse pour la première fois depuis l'été 2013. Dans la **construction**, le recul de l'emploi s'accroît (- 1,1 %, soit - 15 200 postes). Excepté la stabilisation observée début 2012, le nombre de salariés du secteur diminue de façon continue depuis près de six ans, s'élevant dorénavant à 1 362 800, en repli de près de 10 % sur la période.

#### Rechute des perspectives d'embauches



Source : Insee

Le nombre de salariés dans l'**industrie** reste quant à lui orienté à la baisse au troisième trimestre (- 0,4 %, soit - 11 300 postes). Avec 3 143 900 employés, le secteur a supprimé près d'un million de postes depuis le point haut de 2001. Le repli des effectifs se renforce dans les *biens d'équipement* (- 0,7 % après - 0,5 %), ces derniers ressortant à 432 300. Dans les *biens intermédiaires*, le recul de l'emploi s'inscrit à - 0,5 %. À l'exception de l'industrie pharmaceutique (+ 0,4 %), l'indicateur est mal orienté dans l'ensemble des secteurs, notamment dans la métallurgie et fabrication de produits métalliques (- 0,5 %). Enfin, la situation reste difficile dans les *matériels de transport* (- 0,5 %), où la contraction dans l'automobile (- 1 % sur un trimestre, - 4,8 % sur un an) est à peine atténuée par la légère progression dans les autres matériels de transport (+ 0,2 %).

Compte tenu des indicateurs disponibles, la diminution de l'emploi marchand s'est certainement poursuivie sur la dernière partie de l'année 2014. Les **déclarations uniques d'embauches** de plus d'un mois hors intérim pour le quatrième trimestre se sont en effet à peine redressées (+ 0,6 %), revenant à 1,70 million. Pour mémoire, elles étaient supérieures à 1,85 million par trimestre en 2011. Les **perspectives d'embauches** n'incitent guère à l'optimiste. Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, les anticipations sont nettement reparties à la baisse dans les services en janvier, des destructions d'emploi étant désormais attendues. Il en va de même dans l'industrie manufacturière, où, après deux replis successifs, le solde d'opinions retombe sur sa moyenne de longue période, traduisant l'érosion tendancielle de l'emploi dans le secteur. La dégradation s'accroît dans le bâtiment, laissant entrevoir une accélération des suppressions de postes.

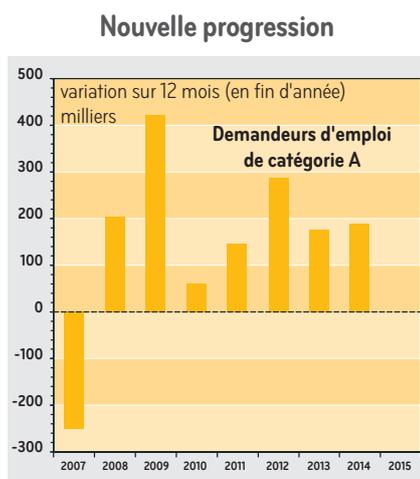
## Faiblesse des offres quelle que soit la durée du contrat

### OFFRES

Après le rebond de novembre, les **offres d'emploi collectées par Pôle emploi** sont reparties à la baisse en décembre (- 2,2 %, à 209 200). Elles sont restées tout au long de l'année à des niveaux faibles, à peine au-dessus du seuil de 200 000. Les offres d'emploi durable (plus de six mois) semblent résister, s'inscrivant à près de 110 000 depuis l'été 2013, en regard de points hauts de près de 140 000 en 2007. Les offres d'emploi temporaires (entre un et six mois) sont pour leur part au plus bas, oscillant autour de 80 000 depuis un an et demi, contre plus de 120 000 en 2011. Enfin, les offres d'emploi occasionnel (moins d'un mois) atteignent un nouveau minimum, à 20 000. Elles évoluaient autour de 40 000 entre 1999 et 2011.

## 2. MARCHÉ DU TRAVAIL : HAUSSE DU CHÔMAGE DES JEUNES

### FRANCE



Le nombre de **demandeurs d'emploi sans aucune activité** (catégorie A) a progressé en décembre (+ 0,2 %, soit + 8 100 personnes) pour le quatrième mois consécutif. Le léger repli enregistré au mois d'août (- 0,3 %) apparaît comme une exception sur l'ensemble de l'année. Fin décembre, on comptait un record de 3 496 400 personnes dans cette catégorie, en progression de 189 100 sur l'ensemble de l'année, après + 174 800 en 2013. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie B (ayant travaillé au plus 78 heures au cours du mois) et C (ayant travaillé plus de 78 heures) a augmenté de respectivement 0,4 et 2,9 % sur un mois, atteignant des sommets à 676 800 et 1 045 000. Au final, **l'ensemble des demandeurs d'emploi** s'est accru de 0,8 % en décembre, à 5 218 200, soit une hausse de 312 000 sur l'ensemble de l'année.

Après un léger reflux survenu entre l'été 2013 et le début 2014, le nombre de **demandeurs d'emploi de moins de 25 ans** (catégories A+B+C) est nettement reparti à la hausse, tendance confirmée en décembre (+ 0,5 %). À 792 000 personnes, l'indicateur dépasse désormais son point haut antérieur. Chez les **50 ans ou plus**, la progression est régulière depuis début 2009, de sorte qu'ils sont 1 166 000 fin 2014 enregistrés sur les listes de Pôle emploi, contre moins de 500 000 en 2008. Le chômage de longue durée – **demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus** – continue également d'augmenter. En décembre, il touche 28 600 personnes supplémentaires pour un total de 2 254 600. Il a plus que doublé depuis le creux du printemps 2008.

Bien qu'en léger repli, les **entrées à Pôle emploi** demeurent proches de leurs sommets de 2009, à près de 510 000. Les entrées suite à une fin de CDD (22,5 % du total) retombent à 114 000 (- 7 %), revenant vers leurs points bas du printemps 2014. Les entrées suite à une reprise d'activité (8,5 % du total) progressent de 8 % sur un mois, ressortant au plus haut à 43 400. Les inscriptions répertoriées dans la catégorie « *autres cas* » (comprenant notamment les entrées suite à une rupture conventionnelle) augmentent pour leur part de 2,3 %, à 224 200. Alors qu'elles oscillaient autour des 200 000 entre 2009 et la mi-2013, elles évoluent depuis lors de façon erratique.

## LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN DÉCEMBRE 2014

(données cvs en milliers)

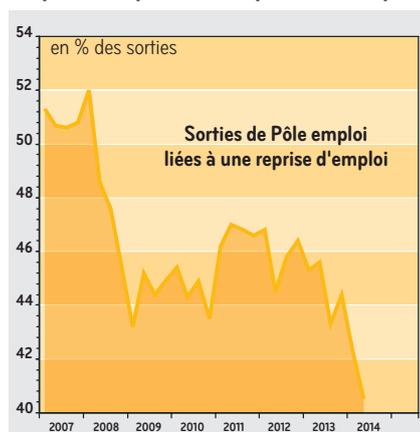
	décembre 2013	décembre 2014	Variation en %	
			en 1 mois	en 1 an
Demandes d'emploi (en fin de mois) Catégorie A	3 307,3	3 496,4	+ 0,2	+ 5,7
Catégories A + B + C	4 906,3	5 218,2	+ 0,8	+ 6,4
Catégorie D	278,3	279,6	- 0,1	+ 0,5
Catégorie E	381,5	381,2	- 0,8	- 0,1
Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans	771,7	792,0	+ 0,5	+ 2,6
Demandes de plus d'un an d'ancienneté	2 054,9	2 254,6	+ 1,3	+ 9,7
Offres d'emploi	222,0	209,2	- 2,2	- 5,8

## DÉFINITIONS :

**Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi**Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (moins de 78 heures par mois)**Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures par mois)**Catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en stage, formation, maladie, ...), sans emploi**Catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en contrat aidé), en emploi

Source : Pôle emploi

## Repli de la part des reprises d'emploi



Source : Dares

L'enquête sur les **sortants des listes de Pôle emploi** réalisée trimestriellement par la Dares permet d'obtenir des informations plus précises que les statistiques mensuelles sur les raisons de ces sorties. Ainsi, en juin 2014, il ressort que 40,5 % des sorties enregistrées étaient liées à une reprise d'emploi, soit environ 190 000 personnes. Ce ratio est le plus faible depuis le lancement de l'enquête en juin 2002. Alors qu'il fluctuait autour de 50 % jusqu'au début 2008, il a décroché puis s'est stabilisé à près de 45 % entre le printemps 2009 et l'été 2013. Il s'est réorienté à la baisse depuis lors, s'approchant du seuil des 40 %. Les sorties suite à une entrée en formation se redressent en fin de période à 13,3 %, tandis que les autres motifs ne varient que faiblement depuis douze ans.

Malgré la modeste embellie attendue sur le front de la croissance cette année, le marché ne devrait toutefois pas connaître d'amélioration, bien au contraire. Selon les **prévisions réalisées par l'Unédic pour 2015**, le nombre de demandeurs d'emploi continuerait de progresser (+ 104 000 en catégorie A et + 78 000 en catégories B et C), pâtissant de la poursuite des destructions d'emploi dans le secteur concurrentiel en début d'année. La modeste reprise des créations de postes au deuxième semestre resterait insuffisante pour absorber l'accroissement de la population active.

## Léger reflux fin 2014

## EUROPE

Selon les données harmonisées par Eurostat, le taux de chômage est légèrement reparti à la baisse en Europe en décembre après plusieurs mois de stabilisation. Il ressort ainsi à 9,9 % de la population active dans l'Union européenne et à 11,4 % dans la zone euro. Depuis les sommets de 2013, il a reculé de respectivement 1 et 0,6 point. La situation continue de s'améliorer lentement dans les pays périphériques de la zone monétaire. Ainsi, le taux de chômage se replie à 10,5 % en Irlande, à 13,4 % au Portugal, à 23,7 % en Espagne et à 25,8 % en Grèce. Pour mémoire, leurs points hauts respectifs, atteints entre la fin-2010 et l'été 2013, se situaient à 15,1 %, 17,7 %, 26,3 % et 28 %. En Belgique, en Autriche et aux Pays-Bas, les ratios fluctuent autour d'une horizontale depuis plusieurs mois, à respectivement 8,4 %, 4,9 % et 6,7 %. Bien qu'ils apparaissent faibles par rapport à ceux de leurs partenaires européens, ils ressortent à des niveaux élevés en regard de leurs propres standards. Enfin, le taux de chômage poursuit sa décrue en Allemagne, à 4,8 %, nouveau point bas.

## TAUX DE CHÔMAGE DANS L'UNION EUROPÉENNE

(décembre 2014 - données standardisées)

	%		%
Grèce	25,8	Croatie	16,4
Espagne	23,7	Chypre	16,4
Portugal	13,4	Slovaquie	12,5
Italie	12,9	Bulgarie	10,8
Irlande	10,5	Lettonie	10,7
<b>France</b>	<b>10,3</b>	Slovénie	9,7
Finlande	8,9	Lituanie	9,4
Belgique	8,4	Pologne	8,0
Suède	7,8	Hongrie	7,3
Pays-Bas	6,7	Estonie	6,6
Danemark	6,4	Roumanie	6,4
Luxembourg	5,9	République tchèque	5,8
Royaume-Uni	5,9	Malte	5,8
Autriche	4,9		
Allemagne	4,8		
<b>Zone Euro-18</b>	<b>11,4</b>	<b>États-Unis</b>	<b>5,6</b>
<b>UE-28</b>	<b>9,9</b>	<b>Japon</b>	<b>3,4</b>

Source : Eurostat

# REPÈRES STATISTIQUES

### POPULATION, EMPLOI

Population totale (2013)	65 681 900	Trois fonctions publiques (1 <sup>er</sup> janvier 2013)	4 516 536
Population active (2013)	30 061 400	État	1 924 506
Population active occupée (2013)	27 042 400	Territoriale	1 438 857
Non-salariés (2013)	2 607 200	Hospitalière	1 153 173
Salariés (2013)	24 435 200	Entreprises publiques (1 <sup>er</sup> janvier 2013)	612 000
Salariés secteurs marchands (30/09/2014)	15 825 200	Établissements publics (1 <sup>er</sup> janvier 2013)	1 262 339
Industrie	3 143 900	<b>Total secteur public</b>	<b>6 390 875</b>
Construction	1 362 800		
Services	11 318 500		

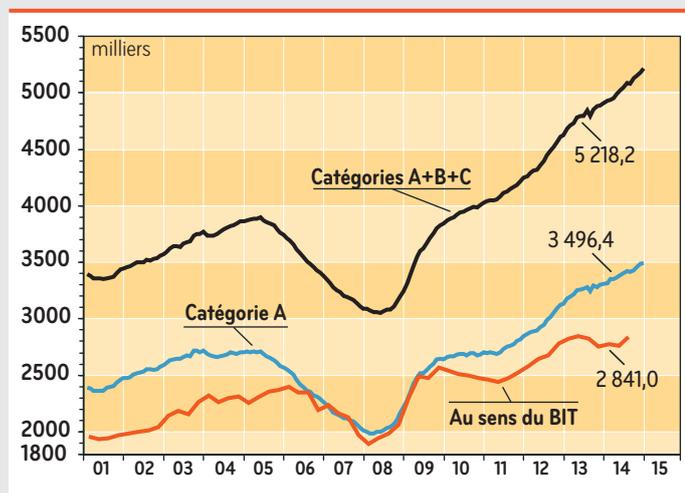
Source : Insee

### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

moyennes annuelles	2008		2010		2011		2012		2013	
	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%
<b>Salariés</b>	<b>- 318,9</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 33,8</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 113,0</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>- 9,5</b>	<b>- 0,0</b>	<b>- 71,3</b>	<b>- 0,3</b>
Agriculture	- 11,0	- 3,2	- 6,6	- 2,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 4,9	+ 1,5	+ 10,3	+ 3,1
Industrie	- 127,8	- 4,0	- 124,1	- 4,0	- 27,8	- 0,9	- 15,3	- 0,5	- 39,3	- 1,3
Construction	+ 4,3	+ 0,3	- 33,7	- 2,1	- 14,6	- 0,9	- 7,3	- 0,5	- 28,5	- 1,8
Tertiaire marchand	- 202,5	- 1,7	+ 122,8	+ 1,0	+ 168,9	+ 1,4	+ 24,8	+ 0,2	- 40,8	- 0,3
Tertiaire non marchand	+ 18,2	+ 0,2	+ 7,9	+ 0,1	- 13,9	- 0,2	- 16,6	- 0,2	+ 27,1	+ 0,4
<b>Non-salariés</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 49,8</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>+ 73,2</b>	<b>+ 3,0</b>	<b>+ 38,8</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>+ 23,3</b>	<b>+ 0,9</b>
<b>Emploi total</b>	<b>- 309,0</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+ 16,0</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 186,2</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 29,4</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 48,0</b>	<b>- 0,2</b>

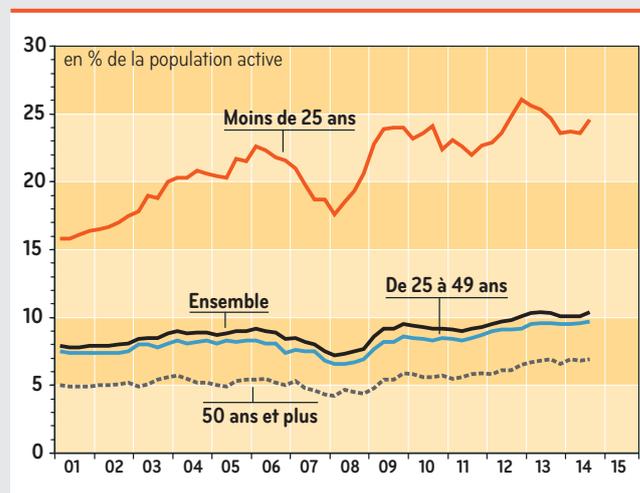
Source : Insee

### NOMBRE DE CHÔMEURS



Sources : Dares, Insee

### TAUX DE CHÔMAGE



Source : Insee

# REPÈRES STATISTIQUES

## SALAIRES, REVENUS ET POUVOIR D'ACHAT

variation sur un an en %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (prév.)	2015 (prév.)
SHBO	3,0	2,8	3,1	2,4	1,9	2,1	2,2	1,9	1,4	1,2
Prix hors tabac	1,7	1,5	2,8	0,1	1,5	2,1	1,9	0,7	0,4	0,0
Pouvoir d'achat du SHBO	1,3	1,4	0,3	2,3	0,4	0,0	0,3	1,2	1,0	1,2
SMB	2,8	2,7	2,9	2,4	1,8	2,1	2,2	1,8	1,4	1,2
Pouvoir d'achat du SMB	1,1	1,2	0,1	2,3	0,3	0,0	0,3	1,1	1,0	1,2
SMPT secteur marchand non agricole	3,6	2,7	2,7	1,0	3,2	1,5	1,8	1,5	1,7	1,4
Pouvoir d'achat du SMPT	1,8	1,2	- 0,1	0,9	1,7	- 0,6	- 0,1	0,8	1,3	1,4
Masse des salaires bruts (smna)	4,8	4,5	3,3	- 0,9	3,0	2,2	1,9	0,8	1,5	1,2
Pouvoir d'achat de la masse des salaires bruts (smna)	3,0	2,9	0,5	- 1,0	1,5	0,1	0,0	0,1	1,1	1,2
Revenu disponible de l'ensemble des ménages (RDB)	4,6	5,2	3,1	0,1	2,4	2,0	0,5	0,6	1,7	1,5
Déflateur de la consommation privée	2,2	2,1	2,8	- 1,4	1,1	1,8	1,4	0,6	0,5	0,0
Pouvoir d'achat du RDB	2,4	3,0	0,3	1,5	1,3	0,2	- 0,9	0,0	1,2	1,5

Sources : Dares, Insee, prévisions Uimm

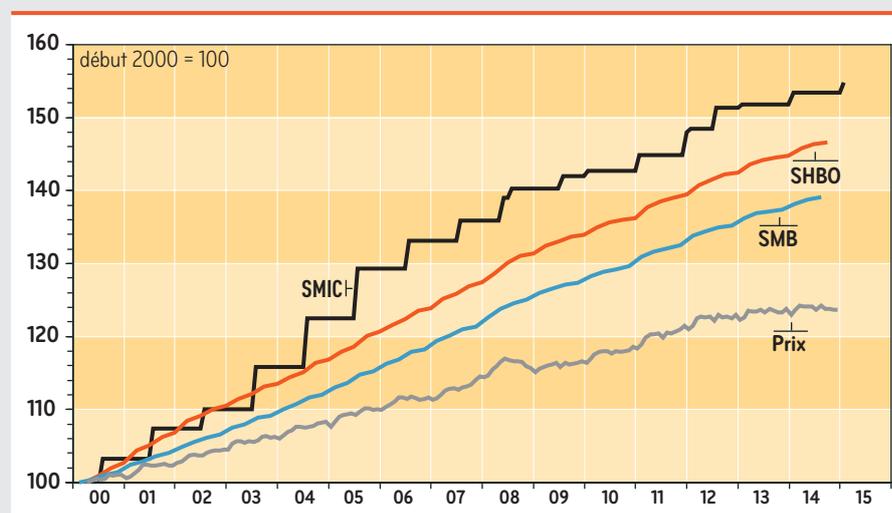
Salaire mensuel moyen net de prélèvements (2011) en euros	Agents de l'État	Secteur privé et semi-public
	2 465	2 154

Source : Insee

## SMIC

	Taux horaire en €	Augmentation en %
1 <sup>er</sup> juillet 2009	8,82	1,3
1 <sup>er</sup> janvier 2010	8,86	0,5
1 <sup>er</sup> janvier 2011	9,00	1,6
1 <sup>er</sup> décembre 2011	9,19	2,1
1 <sup>er</sup> janvier 2012	9,22	0,3
1 <sup>er</sup> juillet 2012	9,40	2,0
1 <sup>er</sup> janvier 2013	9,43	0,3
1 <sup>er</sup> janvier 2014	9,53	1,1
1 <sup>er</sup> janvier 2015	9,61	0,8

## SALAIRES ET PRIX



Sources : Dares, Insee